

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2020)
Heft: 2304

Artikel: Empreinte écologique : la peinture helvétique : quels sont les facteurs d'évaluation qui pèsent sur les résultats de la Suisse en matière de bilan écologique? : Quelques précisions
Autor: Jeanneret, Philippe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024168>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Empreinte écologique: la peinture helvétique

Quels sont les facteurs d'évaluation qui pèsent sur les résultats de la Suisse en matière de bilan écologique ?
Quelques précisions

Philippe Jeanneret - 31 octobre 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/37712>

La charge environnementale de la Suisse est mesurable. Mais la tâche se complique lorsqu'on veut passer de l'optique de la production à celle de la consommation.

Les économistes postulent que la quantification des objectifs est une des conditions du succès de la mise en œuvre des politiques publiques. Cependant, cette approche se heurte à des obstacles importants lorsqu'il s'agit de considérer la préservation de la Terre et de son environnement. À l'heure de la mondialisation, le défi que pose cette quantification est immense.

La nécessité de mesures au niveau international et donc de coordonner les politiques nationales est une gageure supplémentaire. L'exemple des efforts internationaux depuis la fin des années 1970 pour protéger la couche d'ozone dans le cadre du [protocole de Montréal](#) permet toutefois de rester optimiste: les taxes d'incitation sur les composés organiques volatils ont réussi à renverser la tendance.

De l'optique de production à celle de consommation

La réduction des gaz dégradant la couche d'ozone s'est limitée à la réglementation des productions nationales. Du fait de l'ouverture des économies, cette limitation est remise en question lorsqu'on considère des phénomènes plus globaux comme le réchauffement climatique et la production de gaz à effet de serre.

Apparu au début des années 2000, le [Global Footprint Network](#) (GFN) a proposé de calculer l'empreinte des différentes économies. Il additionne les surfaces de forêt nécessaires à compenser les émissions de gaz à effet de serre provenant de la consommation.

Cette approche tient compte du carbone produit indirectement à travers les importations. Elle

montre que le secteur énergétique, les transports et l'industrie des petites économies ouvertes comme la Suisse ont un impact nettement plus important que leur simple production directe de carbone.

Sans entrer dans le détail de ces calculs - on peut se demander notamment sur quelle base mesurer l'empreinte carbone de l'énergie atomique - on retiendra que cette approche aboutit au constat que l'économie suisse consomme en réalité une surface grosso modo trois fois supérieure à celle dont le pays dispose.

La Suisse a été un des premiers États à s'intéresser à l'approche du GFN. Plusieurs études ont été soutenues par l'Office fédéral de la statistique (OFS) et par l'Office de l'environnement (OFEV). Récemment l'OFS s'est attelé à calculer lui-même l'empreinte en matière de gaz à effet de serre. [Une note](#) de quatre pages publiée en février 2018 expose les premiers résultats en concluant que plus de 60 % de l'empreinte helvétique est générée à l'étranger.

Économie ouverte égale mauvais résultats?

Jusqu'ici, au niveau international, ce sont les principes de territorialité et du marché intérieur qui prévalent en matière de bilan des émissions de gaz à effet de serre comme le reconnaît la Confédération dans la définition de ses objectifs climatiques. On observe toutefois une tendance, surtout helvétique, à élargir l'approche à la consommation.

Le pays est un des seuls à utiliser un indicateur de la consommation et l'empreinte carbone fait maintenant partie du système de monitoring du développement durable (MONET). Il faut relever que le système statistique des Nations Unies ne met pas du tout l'accent sur de tels indicateurs,

notamment en raison de problèmes méthodologiques.

Cette circonspection n'est toutefois pas partagée par les protecteurs de l'environnement et par certaines ONG internationales. Ainsi la Fondation Bertelsmann a publié en 2019 [un rapport](#) sur le développement durable qui donne plutôt une mauvaise note à la Suisse et à ses retombées négatives sur les pays en développement.

Approfondir et comparer les quatre rapports annuels publiés par cette fondation allemande depuis 2016 permet d'y voir plus clair. En 2016, la Suisse fait partie des meilleurs en se plaçant au cinquième rang en matière de développement durable, juste après les pays nordiques. En 2019, elle est rétrogradée au quinzième rang alors que, par exemple, la France passe pendant la même période du onzième au quatrième rang.

Ce n'est pas l'adaptation des politiques nationales qui explique ces modifications, mais plutôt le choix des indicateurs de la Fondation Bertelsmann. Choix qui a été élargi à des domaines nouveaux et inconnus des statistiques officielles.

Le score helvétique de 2019 s'explique non seulement par le contenu en CO₂ des importations, mais aussi par les notes défavorables que certaines ONG attribuent à la Suisse en matière de transparence fiscale. On relèvera aussi l'adjonction d'un indicateur sur les accidents de travail qui place le pays en mauvaise position.

Il ne s'agit pas des accidents enregistrés en Suisse, mais de ceux calculés par des universitaires australiens qui ont combiné les données du commerce international avec les statistiques nationales par branches des accidents du travail. À travers ses importations,

la Suisse serait ainsi «*responsable*» d'un grand nombre d'accidents du travail enregistrés dans les pays fournisseurs.

Statistiques «*durables*» : se méfier de conclusions hâtives

Comme le relève elle-même la Fondation Bertelsmann, le choix des indicateurs a pour effet de privilégier les grands pays. L'ouverture de l'économie est un facteur aggravant. Finalement, plus la Suisse commerce avec les pays en développement, plus elle voit son score se péjorer.

L'économie suisse doit-elle se replier sur elle-même, commercer moins et seulement avec les pays proches ? Ce serait peut-être le moyen d'améliorer son rang dans certains classements officieux, mais ce serait surtout renverser les priorités de politique économique extérieure et de développement.

Il ne s'agit pas bien sûr d'abandonner toute vision critique de notre modèle de développement. À n'en pas douter ce modèle amène à des dérives qui doivent être remises en question et combattues (voir l'initiative dite des multinationales responsables). Toutefois la morale qui sous-tend ce genre de mesure de la «*durabilité*» ne semble pas offrir une véritable alternative.

L'exemple du carbone est un premier élément. L'élargissement de la démarche à des phénomènes encore plus difficiles à mesurer – c'est le cas notamment de la biodiversité, thème qui mériterait au moins un autre article – exige de ne pas abandonner une approche critique: ces calculs aboutissent à disqualifier mécaniquement l'ouverture de l'économie, et il est donc indispensable de choisir une approche plus nuancée.